

Département de l'Eure
Arrondissement des Andelys
Communauté de communes Lyons Andelle

DECISION N°2024-42

Relative à la signature d'une convention avec le centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure

Le Président de la Communauté de communes Lyons Andelle,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° 41/2023 du conseil communautaire en date du 16 mars 2023 portant délégation de compétences au Président de la Communauté de communes Lyons Andelle et notamment lui permettant de signer toutes les conventions avec un tiers (Etat, autres collectivités, entreprises, associations, habitants) dans le cadre des compétences de la Communauté de communes lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Considérant la volonté de la Communauté de communes Lyons Andelle de vouloir apporter son soutien et d'accompagner les habitants de son territoire dans les domaines du droit de la famille et des violences conjugales ;

DECIDE

Article 1 : de signer une convention avec :

Le centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure représenté par son Directeur adjoint, M. Julien TEMPERTON dont le siège social est situé au 12 rue de L'Espéranto – Espace Olympe de Gouges 27000 EVREUX

Article 2 : dit que cette convention est conclue pour un montant de 7 850 €.

Article 3 : dit que cette convention est conclue pour la période du 2 janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Article 4 : dit que les crédits sont inscrits au budget général de la Communauté de communes.

Article 5 : en application de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire.

Article 6 : ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le receveur communautaire,
- Monsieur le préfet.

Fait à Charleval, le 22 juillet 2024

Le Président,



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
Rue Martin Liesse
27380 CHARLEVAL
LYONS ANDELLE
Jean-Luc ROMET

Voies et délais de recours : la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rouen ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de communes Lyons Andelle.

La Communauté de communes dispose d'un délai de deux mois pour répondre à un recours gracieux. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois.